



Philippe Engel1
Mot du "nouveau" supérieur général Alain Mayama3
Travailler à l'éradication de la pauvreté Jean-François Salomon5
Favoriser l'accès à une education de qualité Alberto Tchidemba7
Lutter contre la faim Jacinto Wacussanga10
Accès à l'eau salubre et à l'assainissement Philippe Engel13
Favoriser l'accès à la santé Maurizion Bagarani15
Encouragor la recours aux énergies renouvelables

Dans ce numéro

Alexandre Louis Babissakana
Promouvoir l'égalité entre les sexes

Annette Funke

Marielle Lacroix

Elisa Kidanè et Maria Teresa Ratti

Témoignage: Entre Canada et Guinée

Créer des partenariats pour réaliser ces objectifs

Lettre d'information

Numéro 3 février 2022

Editorial

Nous sommes tous en chemin... Et ce chemin que nous avons la responsabilité de parcourir ensemble est long et semé de difficultés ! Mais notre horizon est clair : le développement humain intégral qui est au cœur de notre mission d'évangélisation. Le chapitre général de Bagamoyo II a insisté sur cet aspect important de notre vie spiritaine au service des plus abandonnés, des faibles et des petits. C'est ce que nous rappelle notre nouveau supérieur général, Alain Mayama, dans ce que j'appellerais son exhortation « à inventer pour aujourd'hui et pour demain une réponse nouvelle aux défis de notre mission commune d'évangélisation, à entrer dans la dynamique d'une action évangélisatrice concrète ».

Des pistes pour cette action concrète ont déjà été définies dans notre « Charte spiritaine du développement ». Ce nouveau numéro de notre lettre d'information vous présente quelques réflexions sur chacun des 8 objectifs que nous nous sommes fixés. Et nous avons fait appel à des personnes de tous horizons, culturel, géographique, linguistique pour aborder ces sujets. Mais nous avons aussi donné la parole à des non-Spiritains! Cela nous permettra d'élargir nos horizons et de prendre conscience que d'autres, hommes et femmes, laïcs et religieux, associations et congrégations travaillent également à « tempérer la douleur du monde »!

Il y a les sœurs Elisa Kidanè et Maria Teresa Ratti, Comboniennes, qui nous parlent de la place irremplaçable des femmes dans le développement. Maurizio Bagarani, médecin italien actuellement en mission au Burundi, qui aborde la question de la santé et du développement intégral. Jacinto Pio Wacussanga, prêtre diocésain angolais, attire notre attention sur la faim comme arme de destruction massive. Louis Alexandre Babissakana, laïc spiritain associé camerounais nous parle des énergies renouvelables comme enjeu essentiel du développement. De son côté, Jean-François Salomon, Spiritain mauricien, témoigne de son expérience de la pauvreté en Inde.

Annette Funke, Novice chez les Sœurs Missionnaires du Christ en Allemagne, abordera la question des partenariats, elle qui a douze ans d'expérience professionnelle dans le développement et qui a travaillé avec les Spiritains en Centrafrique. Alberto Tchidemba, supérieur provincial du Mozambique, nous fera part de ses convictions sur la nécessité d'une éducation de qualité comme base d'un développement humain intégral. Quant à moi, je vous partagerai ma petite expérience dans le domaine de l'eau, source de vie, essentielle à tout développement.

Ce numéro 3 de notre lettre d'information se conclura, comme à l'accoutumée, par un témoignage. Ce sera celui de Marielle Lacroix, notre conseillère financière, qui nous dira quel a été ce cheminement qui l'a conduit à travailler aujourd'hui avec nous au service du développement humain intégral.

Je vous souhaite à tous une bonne lecture de cette lettre d'information ! J'espère que la diversité de ses auteurs suscitera en vous de nouvelles énergies au service de nos frères et de nos sœurs et pourquoi pas l'envie de partager vos convictions et vos expériences dans ce domaine si vaste du développement !

Philippe Engel.



Alain Mayama, supérieur général

Mot du "nouveau" supérieur général

Bagamoyo II et l'appel à l'action dans le développement humain intégral

En fidélité à l'Evangile, l'Église a inlassablement fait de l'attention aux pauvres, une option première dans sa mission évangélisatrice. Elle comprend sa mission d'évangélisation comme intrinsèquement liée au développement humain intégral. La mise en place par le Saint Siège du dicastère pour le Service du développement humain intégral, pour ce qui concerne la justice et la paix, ainsi que les question relatives aux migrations, la santé, les œuvres de charité et la sauvegarde de la création, répond à cette exigence d'évangélisation, si chère au Pape François. Dans son Exhortation Apostolique Evangelii Gaudium, le Pape insiste sur « la connexion entre évangélisation et promotion humaine, qui doit nécessairement s'exprimer et se développer dans toute l'action évangélisatrice. » ¹ Ainsi, notre action en faveur du développement humain intégral correspond, non seulement à un appel de l'Église ², mais fait aussi partie intégrante de notre mission d'évangélisation en fidélité aux intuitions de nos fondateurs et répond aux besoins des populations.

Inspirés par la vision de nos fondateurs Claude Poullart des Places et François Marie Paul Libermann, notre Règle de Vie Spiritaine (RVS 14) ainsi que nos différents Chapitres généraux nous rappellent notre engagement dans la "libération intégrale" des personnes et le travail du développement humain ³. Beaucoup de choses se font déjà dans ce sens dans nos différentes circonscriptions; des exemples sont nombreux. Merci à chacun d'entre vous pour le travail déjà commencé. Cependant, il nous faut aller plus loin encore au cours des huit prochaines années, car l'action pour le développement humain intégral est un processus collectif dans lequel nous essayons toujours de nous améliorer.

Si Bagamoyo I nous a permis de mettre en place des bases à travers la création du Bureau Central de Développement (BCD), l'élaboration d'une charte spiritaine ainsi que la définition des 8 objectifs de développement pour la Congrégation ⁴, Bagamoyo II nous invite à aller plus loin encore, à créer, là où ils n'existent pas encore, des bureaux locaux de développement (BLD) et à définir un plan d'action concret au service des plus pauvres et des plus délaissés dans nos différentes circonscriptions. Avec Bagamoyo II, nous avons entendu et senti que les choses pouvaient être différentes, améliorées; que l'on devrait faire plus que de parler. Le thème du Chapitre, inspiré du prophète Isaïe : Voici, je vais faire quelque chose de nouveau" (Is 43,19), invitait les capitulants à relire notre charisme, l'évangélisation des pauvres (RVS 4), en utilisant une nouvelle approche missionnaire, à prendre de mesures concrètes et à vivre de manière plus fidèle notre vocation spiritaine dans le monde contemporain. L'accent devrait être mis sur des actions qui génèrent les dynamismes nouveaux dans la Congrégation et impliquent davantage les circonscriptions.

Au niveau de l'administration générale, il sera question de renforcer le Bureau Central de Développement (BCD), de promouvoir une vision commune du développement en lien avec l'évangélisation, d'investir davantage dans les bureaux locaux de développement (BLD), de faciliter l'identification, la préparation et le financement

¹ Evangelii Gaudium, 178.

² Evangelii Gaudium, 78 & 186

³ Maynooth 1.4, 2.1, 2.13, 2.20, 2.22, 5.9, 5.10 et 5.12; Torre d'Aguilha 1.14, 3.4; Bagamoyo 1.3, 1.4, 1, 5.10, 1.26.

⁴ Voir le site internet du Bureau Central de Développement (BCD) www.spiritan-international.org

de projets dans les unions et les circonscriptions, d'aider et de soutenir les jeunes circonscriptions à adopter les meilleures pratiques d'investissement et de management de projets en vue d'assurer leur autosuffisance, de conseiller et former les acteurs des Bureaux des circonscriptions, et enfin de travailler à une mise en réseau des projets de développement spiritain dans le but de promouvoir et rendre crédible le savoir-faire spiritain en la matière.

Les circonscriptions, quant à elles, mettront en place un plan stratégique qui placerait le fonctionnement du Bureau Local de Développement parmi les activités et œuvres de la circonscription. L'accent sera mis sur la formation du personnel spiritain de ces bureaux, sur des compétences professionnelles de salariés ou de laïcs associés spiritains. L'investissement à temps plein des confrères désignés pour ce service sera de mise. Dans les maisons de formation, on intégrera la formation à la promotion humaine intégrale et au développement aux phases de formation initiale, avec une nécessaire actualisation durant la formation continue.

Le désir du Conseil général c'est de travailler plus étroitement avec vous dans la mise en œuvre des directives de Bagamoyo II pour une image renouvelée de la Congrégation. Nous lançons donc un appel à inventer pour aujourd'hui et pour demain une réponse nouvelle aux défis de notre mission commune d'évangélisation, à entrer dans la dynamique d'une action évangélisatrice concrète.

Les 8 objectifs de développement de la Congrégation devront être assumés par tous. Il est évident que nous ne pourrons pas embrasser l'ensemble des objectifs proposés, mais nous pourrons en choisir quelques-uns pour bâtir un plan d'action de la circonscription intégré à notre mission d'évangélisation au sein de l'Eglise locale en fidélité aux intuitions de nos fondateurs. Il s'agit pour chaque circonscription, chaque spiritain et chaque laïc spiritain associé de discerner les défis qui émergent aujourd'hui, de mettre en œuvre ces objectifs de développement dans son environnement socio-politique, économique et ecclésial : l'éradication de la pauvreté, l'accès à une éducation de qualité, la lutte contre la faim, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, l'accès à la santé, l'utilisation des énergies renouvelables, l'égalité des sexes, et enfin le développement des partenariats. Le Bureau central de développement à Rome va faciliter, accompagner, contribuer au renforcement des capacités, mais l'efficacité de notre mission, comme toujours, repose sur notre engagement sur le terrain de la mission.

Alain Mayama, C.S.Sp



Maison générale des Spiritains —Rome

Jean François Salomon
Originaire de l'île Maurice, il est en mission à Chennai,
Inde depuis son ordination en 2013. Il a fait sa formation dans les îles de l'Océan Indien et sa théologie à
Ngoya, Cameroun. Il a un master en théologie relatif au
dialogue interreligieux de l'université de Madras, Inde.







Bidonvilles à Mumba

Travailler à l'éradication de la pauvreté: quels enjeux pour le développement humain intégral?

"Ecouter le cri de la terre et des pauvres". Telle est l'ambition de la conférence internationale sur le développement durable et les religions tenue le 7 et 8 mars 2019 au Vatican. Ce message retentit plus que jamais dans le contexte actuel où la pandémie de la Covid 19 vient accentuer les poches de pauvreté. Le Pape François plaide pour un développement humain intégral et non pour un développement purement économique qui exploite la nature et nos semblables. Il est donc nécessaire d'écouter le cri des pauvres et de s'engager à les faire sortir de leur marginalisation pour un développement intégral.

L'Inde est l'un des pays où le taux de croissance est le plus élevé au monde et celui où le nombre de pauvres est le plus grand. Ce paradoxe s'explique par le fait d'une inégalité qui se calque sur le système des castes où ceux qui sont au bas de l'échelle sont les plus touchés. Les Dalits (intouchables) et les Adivasis (aborigènes) sont les victimes de ce système où on exploite des ressources minérales sur leur territoire dont ils ne récoltent que des miettes. Une étude détaillée de l'Oxford Poverty and Human Development Inititative utilisant le Multi-Dimentional Index en 2010 a évalué à 55% la part des Indiens vivant sous le seuil de pauvreté et ceci a très peu évolué ces dernières années. Les Dalits et les Adivasis forment le noyau dur de la pauvreté de masse en Inde en raison de leurs occupations traditionnelles (tâches dégradantes) et de leur accès très limité à la terre. Ces deux groupes se situant au bas de l'échelle des castes ainsi que le groupe des musulmans sont les plus marginalisés et représentent la moitié de la population. Ces groupes de personnes vivent dans la précarité et sont souvent victimes d'injustice. Travailler à l'éradication de la pauvreté dans ce contexte devient alors un enjeu important pour aider à un développement humain intégral. La base de ce combat contre la pauvreté en Inde repose en grande partie sur l'éducation. Très peu de personnes se trouvant dans les classes marginalisées ont accès à l'éducation et beaucoup abandonnent en chemin. De ce fait, ils ne peuvent accéder à des postes de travail ou de pouvoir qui les sortiraient de cette marginalisation. L'éducation leur permettrait d'avoir les qualifications requises pour avoir accès à un meilleur emploi et ainsi se libérer de ce système de castes qui les maintient dans une pauvreté stratégique. On ne peut pas pourvoir à un développement économique d'un pays en laissant de côté une bonne partie de la population dans la misère. Cela est un bombe à retardement qui risque d'exploser à tout moment et de compromettre la stabilité sociale et économique. L'éducation amènerait un changement positif dans la mentalité des gens et ferait descendre le taux d'analphabètes qui est alarmant en Inde. La richesse d'un pays ne repose pas seulement sur son PIB ou taux de croissance, elle repose aussi sur le nombre de personnes qualifiées et le taux d'alphabétisation. Le gouvernement et le secteur privé doivent ainsi travailler main dans la main pour offrir aux marginalisés plus d'accès à l'éducation pour les aider à sortir du gouffre de la misère. Le gouvernement investit massivement dans l'armée pour acquérir des avions militaires et des armes de pointe plus que pour lutter contre l'analphabétisme et la pauvreté. Durant le pic de la pandémie en 2020, lors du confinement, la classe des marginalisés a beaucoup souffert du manque de nourriture car ils vivent au jour le jour. L'argent gagné grâce au travail journalier suffit tout juste pour nourrir la famille. Ne pouvant travailler, ils avaient du mal à se ravitailler en nourriture.

La crise du COVID-19 et les mesures de confinement ont mis en lumière les fragilités de la croissance indienne qui n'a pas permis l'émergence d'une classe moyenne significative ni la création d'une structure d'emplois qui éloigne le spectre de la pauvreté et de la précarité. Ainsi, les deux mois de confinement







Bidonvilles de Chennaï

instauré en 2020 ont, selon les estimations, entraîné 75 millions d'Indiens dans l'extrême pauvreté. Cet accroissement de la pauvreté tient à la prépondérance de l'emploi informel et des petites unités familiales de production, qui s'explique par une croissance peu intensive en main-d'œuvre du fait de l'atrophie du secteur manufacturier.

La pauvreté engendre la précarité et la précarité engendre un mal-être profond chez ceux qui subissent les inégalités sociales. Il ne peut y avoir un développement humain intégral sans prendre en considération cet aspect de l'éradication de la pauvreté. Cela ne peut se faire qu'avec le concours de tous: le gouvernement, le secteur privé, l'Eglise et autres institutions pour faire reculer la misère. En Inde, le système de castes qui favorise le clivage social et économique est un autre enjeu. Ce système permet aux plus riches de s'enrichir et aux plus pauvres de s'appauvrir... L'impact négatif des systèmes sociaux discriminatoires et rigides sur le développement économique a été souvent étudié. Dans le cas de l'Inde, une étude d'Amartya Sen, prix Nobel indien d'économie et Jean Drèze, a montré la corrélation entre le décollage économique et la modernisation des structures sociales. Il y a donc toute une réflexion à mener pour faire tomber ce système et instaurer une certaine justice et une certaine équité. Sinon, les différences entre les riches et les pauvres ne feront que se creuser. Et cela peut amener à une crise sociale, à une dégradation des mœurs. La pauvreté pousse l'homme vers le bas et ne lui permet pas de progresser dans la vie. Un homme pauvre, dépourvu de dignité, de reconnaissance et de considération ne peut s'épanouir. Il est triste de voir toute une famille vivant sur le trottoir à cause de la pauvreté... Malheureusement, c'est le cas de bon nombre de familles en Inde qui ne peuvent se permettre de vivre sous un toit. Les bidonvilles se multiplient et sont des lieux où s'illustre la misère d'un peuple: prostitution, drogue, alcoolisme, insalubrité et autres... Cela engendre beaucoup de délinquance. Aujourd'hui il ne s'agit pas de fermer les yeux sur cette pauvreté qui dégrade la nature humaine. Il nous faut œuvrer ensemble pour trouver des solutions avec les concernés pour les tirer de cette situation dégradante. La pauvreté est le résultat de systèmes mis en place pour le développement économique qui ne tiennent pas compte des marginalisés et du respect de la nature. Aucune nation ne peut se vanter de grandir économiquement en générant des pauvres. Il appartient donc à tous et à chacun de réfléchir et de travailler pour mettre en place un système soucieux des marginalisés pour combattre la pauvreté. Le développement humain intégral passe par l'éradication de la pauvreté. La misère n'engendre que l'indignation, la délinquance et fait perdre à l'humain sa dignité de créature divine. Il est grand temps pour nos gouvernants et les décideurs de prendre en considération les paramètres humains dans le développement de nos pays pour éviter un éclatement social.

Références:

- Amartya Sen et Jean Drèze, India's Economic Development and Participation.
 Oxford university Press, New Delhi, 2002.
- 75 millions de nouveaux pauvres en Inde: le modèle de développement indien à l'épreuve du COVID-19. Asie. Visions, n° 121, juin 2021. ifri.org.
- Journée Mondiale des Pauvres: Le Pape François appelle à s'attaquer aux causes de la pauvreté. Webnews, 20/11/2017. comece.eu.

Alberto Tchindemba
Originaire d'Angola, il est actuellement supérieur
provincial du Mozambique. Il est titulaire d'une
licence en Science de l'Éducation et d'un master
dans le domaine des Sciences Humaines et
Sociales (Institut Catholique de Paris – Institut
Supérieur de Pédagogie)







Promouvoir l'accès à une éducation de qualité: défis pour un développement humain integral.

Introduction

La Déclaration universelle des droits de l'homme souligne que l'éducation est un droit inaliénable de chaque individu. Étant le moteur du développement intégral de la personne humaine, elle doit être inclusive et équitable, donnant ainsi la possibilité à chacun d'apprendre sans distinction de couleur, de langue, de religion, de race ou de condition sociale. C'est à partir de là qu'en 2015, les dirigeants mondiaux ont proposé un plan global concrétisé par 17 Objectifs de Développement Durable dont le but est d'améliorer la vie des personnes sur toute la planète. Dans cet article, nous proposons de parler de l'accès à une éducation de qualité et de ses enjeux pour le développement humain intégral aujourd'hui. Si nous voulons changer le monde, en lui donnant une tonalité plus heureuse, plus digne, plus humaine et plus juste, il est impératif d'investir sérieusement dans une éducation de qualité à tous les niveaux. Nous sommes ici d'accord avec Malala Yousafzai lorsque, faisant référence à un changement radical dans le monde, elle déclare : "Un enfant, un enseignant, un livre et un stylo peuvent changer le monde. L'éducation est la seule solution".

Deux petits points nous aideront à réfléchir en profondeur sur ce sujet, qui est un sujet très brûlant dans tous les pays du monde, en particulier dans les pays en développement. Le décalage entre ce qui est prévu dans l'agenda des Objectifs de Développement Durable 2015-2030 et l'éducation d'aujourd'hui ; l'accès à une éducation de qualité : défis et perspectives. En conclusion, nous soulignerons l'urgence d'investir dans une éducation de qualité pour une citoyenneté mondiale.

1. Décalage entre l'agenda des objectifs de développement durable et l'éducation aujourd'hui

En étudiant les systèmes éducatifs de certains pays, on constate que l'éducation est souvent prise en otage par la politique. Le système éducatif de tout gouvernement est de former et de façonner l'enfant d'âge scolaire en fonction de ses intérêts, de sa politique de gouvernement. D'où le changement constant des programmes d'études et des projets pédagogiques qui n'ont souvent rien à voir avec la situation réelle des gens.

En observant les politiques éducatives de certains gouvernements en Afrique subsaharienne, où plus de la moitié des enfants ne vont pas à l'école, on constate un manque d'intérêt pour la qualité de l'éducation. Les gouvernements sont plus soucieux de présenter des statistiques avec un pourcentage élevé d'étudiants inscrits et diplômés que de la qualité de l'éducation requise aux niveaux internationaux. Dans certains pays comme le Mozambique, il n'y a pas si longtemps, on pratiquait ce qu'on appelle le "laissez-passer automatique", c'est-à-dire que l'élève passe d'une classe à l'autre même s'il n'a pas les compétences requises. Les statistiques présentées au monde sont toujours bonnes ; ce sont les statistiques d'un pays qui atteint les objectifs de développement durable, mais dans la pratique, nous sommes confrontés à des normes éducatives faibles associées à une corruption endémique qui se reflète dans tous les secteurs de la société.

Le tableau sombre qui se dessine en matière d'accès à une éducation de qualité nous pose quelques questions : est-il humain et juste de s'engager dans une éducation sans qualité où des enfants avec 8 ou 9 ans de scolarité ne savent pas lire, compter et écrire correctement ? Une politique éducative qui ne se préoccupe que de la quantité au détriment de la qualité, n'est-elle pas en train d'hypothéquer l'avenir du pays ? Où va le pays qui accumule des "analphabètes" qui, ironiquement, sont passés par un établissement d'éducation de base et affichent aujourd'hui des diplômes sans aucune compétence ? Comment pouvons-nous parvenir à un développement durable si nous faisons de l'éducation une activité pure-







ment cosmétique et lucrative qui ne pénètre pas l'être humain et, par conséquent, ne le transforme pas de l'intérieur ?

À notre avis, les États devraient investir et rechercher des pratiques d'excellence qui conduisent à un apprentissage efficace pour tous les élèves en vue du développement. La pensée de Jean Amos Comenius, considéré comme le fondateur de la didactique moderne, est tout à fait éclairante lorsqu'il dit " que tous les hommes doivent être éduqués de manière intégrale, qu'ils doivent développer la capacité de connaître la vérité et de ne pas se laisser tromper par ce qui est faux ; ils doivent parler sagement de tout ". Cette pédagogie est basée sur la maxime "Enseigner tout à tous". Ces fondements permettraient à l'homme de se situer dans le monde en tant qu'auteur".

2. L'accès à une education de qualité: défis et perspectives

Dans les politiques éducatives gouvernementales, on parle beaucoup de l'accès à l'éducation pour toutes les couches sociales sans distinction de couleur, de langue ou de condition sociale. Il est souvent question de rendre l'éducation de base obligatoire pour tous. En réalité, ce que nous voyons, c'est un système éducatif avec deux branches très différentes : les enfants pauvres qui fréquentent des écoles très pauvres dans certaines parties du monde, et les enfants riches qui fréquentent des écoles de haut niveau qui leur garantissent une éducation de qualité et par conséquent un bon emploi dans la société. Cela signifie que les enfants de parents riches ont davantage accès à une éducation de qualité que ceux issus de milieux à faibles revenus. Les enfants de parents riches, une fois diplômés, occupent les postes les plus élevés de la société, perpétuant ainsi l'inégalité sociale.

Selon nous, on ne peut pas parler d'accès à une éducation de qualité sans prendre en compte les questions liées aux besoins fondamentaux des personnes, tels que l'alimentation, la santé et le logement, qui, lorsqu'ils ne sont pas satisfaits, déterminent d'emblée l'orientation de l'éducation. Nous parlons ici de facteurs extrascolaires (faim, désintégration de la famille, santé, violence, accès à la culture, race, ethnie, etc.) qui jouent un rôle important dans le processus d'enseignement et d'apprentissage. Ces facteurs doivent être liés à des facteurs internes à l'école, tels que les infrastructures, le projet pédagogique, l'égalité des sexes, la qualification des professionnels de l'éducation, la garantie d'un salaire décent et, enfin, le lien école-communauté.

Par conséquent, l'éducation de qualité touche à diverses dimensions de la société, où l'État lui-même est appelé à respecter son obligation de fournir une éducation de qualité et de donner des chances égales à toutes les composantes de la société. C'est là que réside le grand défi pour les politiques éducatives des gouvernements. Si l'on considère le scénario mondial en matière d'accès à une éducation de qualité, on peut dire que nous avons un long chemin à parcourir pour que "l'être humain reçoive une éducation de qualité, sans inégalités et de manière accessible". Il est donc essentiel que d'ici 2030, les gouvernements, les institutions et les citoyens eux-mêmes s'engagent à promouvoir ce droit de la manière la plus complète possible, en qualifiant les enseignants, en rendant l'accès à l'éducation universel, en fournissant les infrastructures nécessaires et en encourageant la formation de l'étudiant en tant que professionnel et citoyen. De cette façon, plusieurs autres droits pourraient ne plus être limités, puisque l'éducation est la base d'autres garanties". Sans l'ombre d'un doute, nous dirons que garantir l'accès à une éducation de qualité est la tâche des gouvernements, qui sont appelés à combattre l'exclusion en offrant des chances égales à tous les citoyens.

Conclusion

En guise de conclusion, nous dirons que l'accès à une éducation de qualité, tel que préconisé par les Objectifs de Développement Durable, reste un grand défi pour de nombreux pays - un mirage. Il existe des éléments de base qui nécessitent une





réponse urgente (accès à l'eau potable, à l'assainissement de base, au logement, à une alimentation saine, à des infrastructures décentes, à une formation adaptée des enseignants, etc.) si l'on veut que l'éducation de qualité souhaitée fonctionne bien. Ainsi, pour avoir une éducation de qualité qui profite à tous, il est nécessaire d'avoir des politiques intersectorielles bien harmonisées dans les différents domaines de la société.

L'investissement dans une éducation de qualité pour tous devient un impératif pour tout système éducatif qui vise à donner une certaine qualité de vie à ses citoyens. En effet, tout système éducatif qui se respecte doit nécessairement entreprendre une éducation de qualité pour une citoyenneté globale où l'on enseigne aux élèves des connaissances, des valeurs de vie, des attitudes, un sens critique, la protection de l'environnement et certaines compétences pour une vie saine.

Références bibliographiques:

- COMÉNIO, João Amós. Tratado da arte universal de ensinar tudo a todos. Introduction, traduction et notes de Joaquim Ferreira Gomes. 3e éd. Lisbonne: Fondation Calouste Gulbenkian, 1985.
- The Guardian. Malala Yousafzai: "Nos livres et nos stylos sont les plus puissants des outils". Disponible à l'adresse: https://www.theguardian.com/commentisfree/2013/jul/12/malala-yousafzai-united-nations-education-speech-text. Consulté le 30 novembre 2021.
- Ana Carolina Polo, 5 avril 2019, disponible à l'adresse: https://medium.com/ youth-for-human-rights-brasil/educa-de-qualidade-para-todos-4-formas-dealcançar os ods, consulté le 20 décembre 2021.
- CASTIANO, José et all : Histoire de l'Education au Mozambique de la période coloniale à nos jours, L'Harmattan, Paris, 2009.



Jacinto Pio Wacussanga
Curé de Gambos et Coordinateur de la Plateforme
Sud.Angola. Il est sociologue et prêtre catholique de la
province de Huíla et il a donné la parole à des dizaines de
communautés touchées par les politiques d'expulsion à
cause d'une sécheresse sans précédent dans le pays.



Sécheresse à Gambo



Angola: près d'un million et demi de personnes touchées par la sécheresse

La sécheresse dans le sud de l'Angola: la faim comme arme de destruction massive - un cri du Sud

La famine dans le Sud de l'Angola, plus précisément dans la région dite semi-aride angolaise (Benguela, Huila, Namibe, Cunene et certaines parties du Cuando Cubango), est un phénomène séculaire, étant donné la fragilité écologique de la région. Les premières famines enregistrées par les diaristes (explorateurs, soldats), datent de 1877-79. Curieusement, cela coïncide presque avec la grande famine de l'arrière-pays brésilien, avec la célèbre allégorie des "Retirantes" / Migrants reflétée dans la littérature de l'époque. La deuxième vague de famine dans la région du Sud, en particulier dans les provinces de Huila, Cunene et Namibe, est survenue à la suite de la sécheresse de 1912 à 1915, connue sous le nom de famine exterminatrice (Ehulululu, dans la langue locale). Il existe de nombreux témoignages, provenant principalement des journaux tenus par les missionnaires, sur cette terrible tragédie, où les missions nouvellement créées (Gambos, Quihita, Munhino et Huila) ont été le refuge de ceux qui ont pu s'échapper. Les missionnaires, dont les terrains agricoles étaient généreux en nourriture, s'occupaient de l'énorme afflux de personnes affamées, tandis qu'un grand nombre d'entre elles mouraient au bord du chemin. Au total, on estime qu'elle a dû décimer près de dix mille personnes.

Des sécheresses plus intenses

Bien que les sécheresses soient récurrentes dans cette région semi-aride - avant 2012, elles se produisaient environ tous les 7 ans - il y avait des intervalles relativement longs qui permettaient aux communautés de stocker des provisions de nourriture pour les années de sécheresse. Depuis 2012, le scénario a complètement changé. Les sécheresses ont commencé à être fréquentes (2012-2016, 2019, 2021...). Le bilan, en termes humains, d'élevage et d'écologie, est dévastateur. Par exemple, plus de 650 000 têtes de bétail ont péri au cours de la seule période 2012-2019. En gardant à l'esprit la taille des communautés agropastorales du sud-ouest de l'Angola (Huila, Namibe et Cunene), on peut deviner l'impact de cette perte désastreuse sur des millions de familles. De plus, pour la spiritualité de l'agro-pastoraliste, le bétail n'est pas seulement un rouage de l'économie familiale et communautaire, mais un complément direct dans la relation entre les humains, la nature et les ancêtres. Par exemple, le bétail est essentiel dans la question des héritages et des rituels. Au lendemain de cette perte dévastatrice, des suicides ont été signalés, car pour certains, il n'y avait pas d'avenir sans le bétail. En conclusion, depuis 2012, nous subissons les effets du changement climatique, notamment l'effet El Niño. À l'heure actuelle et en l'absence de statistiques réalistes et impartiales - il est très difficile de parler de statistiques objectives dans un pays comme le nôtre où la liberté académique est encore un mirage - on estime qu'environ plus de trois millions de personnes ont un besoin urgent de nourriture.

L'impact du changement climatique

Une analyse plus sereine nous apprend que, bien avant que l'impact du changement climatique affecte le sud de l'Angola et une bonne partie des pays de la SADEC, il existait déjà de grandes vulnérabilités internes. Selon l'universitaire Cesaltina de Abreu, la situation était déjà vulnérable lorsque l'impact du changement climatique a frappé le pays. Paraphrasant la vision du grand universitaire brésilien Josué de Castro, avant cette faim aiguë (absence absolue de nourriture et d'opportunités), la faim chronique (nourriture et opportunités insuffisantes) était déjà répandue.



Les femmes paient le prix fort du réchauffement climatique



Des milliers d'enfants atteints de malnutrition.

Ceci dit, examinons le problème de la faim en Angola sous d'autres angles. Des facteurs tels que la guerre, l'exclusion politique, économique et sociale, ainsi que des politiques publiques peu pertinentes dans le secteur de la sécurité alimentaire, ont largement contribué à la dégradation de la situation alimentaire et nutritionnelle du pays. En conséquence, bien que la famine soit beaucoup plus aiguë dans le sud de l'Angola, les témoignages sur la faim sont très nombreux dans tout le pays, avec des conséquences imprévisibles pour les familles angolaises.

Des politiques publiques désastreuses

Voici quelques exemples. Dans le domaine des politiques publiques, l'Angola a défini en 2009 une stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition (ENSA). En réalité, elle n'a jamais été appliquée dans la pratique, et face aux assauts de la famine, l'ENSA ne tient absolument pas compte de l'urgence de la situation. Parallèlement à l'ENSA, le Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle n'a jamais vu le jour. Conséquence de ce grand échec social et politique, la malnutrition fait chaque année entre 42 000 et 7 0 000 victimes parmi les enfants de 0 à 5 ans. En fait, ce chiffre doit être plus élevé, car de nombreuses mères ne peuvent pas se rendre à pied aux centres de nutrition, qui se trouvent dans les chefs-lieux des municipalités. Cet indicateur vertigineux suffirait à lui seul à faire évoluer le pays vers un engagement plus solide dans le cadre des politiques publiques liées à l'ENSA. Pour illustrer cela, en 2018, le programme de nutrition du ministère de la Santé n'a reçu que l'équivalent de 0,15 USD, alors que pour récupérer un enfant souffrant de malnutrition chronique, il faut compter entre 74 USD et 500 USD, selon le type d'intervention ¹. Ceci sans mentionner d'autres comorbidités causées par l'absence, à des taux élevés, de fer, d'iode et de vitamine A pour les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes.

L'agriculture, le "parent pauvre"

Et, comme si cette sombre réalité ne suffisait pas, le volet agricole est, avec l'éducation et la santé, l'un des "parents pauvres", puisque ce qu'il a reçu au cours des cinq dernières années, en termes de budget de l'État, est inférieur à 3 % du budget global de l'État. Il ne faut pas oublier que le secteur de l'agriculture familiale, qui ne reçoit même pas un centime, est celui qui produit environ 95 % des aliments consommés dans le pays². Comme vous pouvez le constater, contrairement aux secteurs de la défense et de la sécurité, qui se taillent la part du lion dans le budget de l'État, il ne faut pas s'attendre à un autre résultat que de faire plonger le pays tout entier dans le "gouffre" de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition chronique. Plus que de simples opérations techniques d'allocation de fonds, les choix effectués par chaque gouvernement illustrent clairement son engagement politique envers la population. Et, dans le cas de l'Angola, nous avons des doutes quant au sérieux de l'engagement de ce gouvernement envers le peuple.

Abandon des minorités ethniques

Pour conclure cette brève réflexion, si la réalité de la faim et de la malnutrition touche l'ensemble du pays, une question demeure : comment sont traitées les soi -disant minorités ethniques en termes de survie ? Le Sud et l'Est de l'Angola sont, sans l'ombre d'un doute, le dépôt et le sanctuaire des groupes ethniques minoritaires, bantous et non bantous. Parmi ceux-ci, les plus connus sont les Kuvale, dans le Namibe (bantous) et les San dans le Huila, le Cunene, le Cuando Cubango

¹ Abreu, Cesaltina, UNICEF/ADRA/MOSAIKO: Folheto Nutrição, Segurança Alimentar e Agricultura OGE 2018 - Resumo, p.1.

² Ibidem.



Sécheresse et famine: 800 000 Angolais pris au piège



Pour les Angolais: la double peine du changement climatique...

et le Moxico. Mais il en existe beaucoup d'autres - au moins une douzaine et demie - d'une immense diversité culturelle et d'une réelle importance anthropologique, qui témoignent d'une valeur spirituelle rare : la capacité de protéger la nature et d'interagir avec elle. Si la plupart d'entre eux ont souffert de l'exclusion pendant la période coloniale, du fait de leur enracinement dans leurs traditions et leurs cultures (nomadisme, mobilité culturelle, mémoire), ils ont survécu à la période des conflits (Kuvale, Hinga Kwankhwa, Kwamashi, Kwandu, Hakavona, Tyavikwa, Ngendelengo, Kwisi, Kwepe, Mbukusso, Kwangares, San, Himba Ndzimba, Ndongwena, Ndombondola). Dans la période post-conflit, rien n'a été fait pour leur apporter un soutien social. Ce sont souvent eux qui souffrent le plus de l'exclusion à tous les égards. Malheureusement, c'est précisément dans la zone où vivent ces groupes que se manifeste la plus grande incidence de la sécheresse et de la famine (Huila Namibe, Cunene et Cuando Cubango). Beaucoup de ces groupes traversent la frontière pour tenter de survivre, soit en Namibie, soit dans le Cuando Cubango. Des politiques de discrimination positive sont nécessaires pour que ces groupes soient officiellement reconnus, sur la base de la Constitution et des lois nationales, et que leur mode de vie soit protégé par la loi. Ils doivent être inclus dans les statistiques, pour avoir une visibilité.

À quand l'état d'urgence ?

Face à la tragédie de la famine, illustrée par des données inquiétantes (il doit déjà y avoir bien plus de trois millions de personnes souffrant de la famine dans la Région Sud), avec l'augmentation exponentielle des " migrants climatiques " errant dans les villages et les villes, et plus de quinze mille " réfugiés climatiques " en République de Namibie, la société civile demande depuis 2019 au Président de la République de décréter l'état d'urgence ou de calamité naturelle. Lors de leur dernière assemblée générale, les évêques d'Angola ont à nouveau appelé à une telle mesure. La déclaration de l'état d'urgence déclencherait un vaste mouvement international, avec l'intervention des gouvernements et des agences internationales spécialisées dans la gestion des crises de cette nature, avec la rapidité et l'efficacité requises. Malheureusement, jusqu'à présent, le gouvernement angolais a fait de l'obstruction et n'a pris aucune mesure en ce sens. Et la mort continue de frapper...

L'avenir de nombreuses communautés, notamment celles du sud de l'Angola, est totalement précaire. La famine, à toutes fins utiles, est devenue une arme de destruction massive, pour reprendre les termes du célèbre écrivain mozambicain Mia Couto. Dans certaines parties du sud, notamment dans le centre et le sud de Huila et Cunene, il y a eu de fortes pluies ces jours-ci. Pour nous chrétiens, Dieu a répondu au torrent de larmes que ses enfants ont versé, car Lui seul peut nous aider dans cette tragédie humanitaire.



Le désert peut reverdir..

Philippe Engel

Il a été responsable de la Caritas de Conakry puis de la
Caritas de Guinée (OCPH). C'est dans ce cadre qu'il a
été à l'origine d'un gros programme de forages dans le
Nord-Ouest du pays: « Les forages de l'espoir ».
Ce projet a permis de réaliser 423 points d'eau au
service des populations les plus vulnérables.



L'équipe des « forages de l'espoir » avec Mgr. Sarah, évêque de Conakry



L'eau vive jaillit!

L'eau et le développement intégral

Eau et assainissement

On oublie trop facilement cette merveille qu'est l'eau. Dans certaines régions, l'eau potable est si abondante et facile d'accès que nous la tenons pour acquise. L'accès à l'eau potable est un droit fondamental de tout être humain.

Pourtant, dans le monde, accéder à une source d'eau potable est un défi quotidien pour des milliards de personnes vivant dans la pauvreté. Contraintes de parcourir des kilomètres ou d'attendre leur tour de longues heures durant pour s'approvisionner, elles subissent les effets d'une eau contaminée sur leur santé.

Des millions d'entre elles tombent malades ou meurent chaque jour car elles ne peuvent pas faire autrement que de se passer de ce service pourtant essentiel. Les maladies dues à une eau insalubre et à un manque d'assainissement de base tuent davantage chaque année que toutes les formes de violence, y compris la guerre. Il s'agit donc de l'un des enjeux de santé les plus pressants de la planète. L'eau doit devenir l'une des priorités essentielles de nos activités de développement : nos actions, nos projets et nos initiatives de développement à long terme doivent aller dans ce sens pour aider les familles à améliorer leurs conditions de vie, à réduire leur vulnérabilité face aux catastrophes et à défendre leurs droits.

Notre travail doit permettre d'assurer un accès équitable à l'eau, aussi bien en quantité qu'en qualité, afin de prévenir les maladies, de préserver des vies et de garantir des moyens de subsistance. Il nous faut également nous atteler à réduire les risques environnementaux sur la santé en gérant l'assainissement de manière sûre, et à faire participer les femmes et les hommes à la gestion des ressources en eau et des moyens d'assainissement, ainsi qu'à l'instauration de bonnes pratiques en matière d'hygiène afin d'optimiser les retombées pour leurs communautés.

Le coût humain d'une eau insalubre

2,2 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable chez elles.

2,3 milliards de personnes n'ont pas accès à des installations d'assainissement élémentaires, comme des toilettes ou des latrines.

Dans le monde, plus de 80 % des eaux usées sont déversées dans la nature sans être traitées.

Chaque jour, plus de 800 enfants de moins de cinq ans meurent d'une diarrhée causée par une eau insalubre.

700 millions de personnes dans le monde pourraient être déplacées en raison d'une aggravation de la pénurie d'eau d'ici à 2030.

Novembre 2021: sécheresse à Madagascar.



L'eau dans les situations d'urgence

Dans beaucoup de situations d'urgence (comme aujourd'hui avec la pandémie de la Covid-19), les systèmes d'eau et d'assainissement dont dépendent les communautés cessent de fonctionner ou sont totalement surexploités. Les sinistrés sont souvent traumatisés, affamés, déshydratés et épuisés, ce qui les rend plus vulnérables aux maladies. Les travaux de réparation ou de renforcement prennent du temps, un temps que n'ont pas les populations qui ont besoin de cette eau pour rester en vie. Sans eau, on ne peut guère survivre plus de trois jours.

C'est pourquoi nos interventions, aujourd'hui, doivent viser la fourniture d'eau potable et la réduction des risques pour la santé publique. Nous devons nous montrer rapides et efficaces dans la fourniture d'eau et dans la mise en place des installations sanitaires essentielles, même dans les circonstances les plus difficiles.

Face à cette crise, il nous faut innover en adoptant les nombreuses méthodes et techniques qui sont aujourd'hui couramment utilisées, comme les réservoirs d'eau démontables, les seaux à eau, les stations de traitement de l'eau et les dalles pour latrines.

L'eau potable réduit la pauvreté

Il existe un lien étroit entre l'accès à l'eau potable et la pauvreté. Le manque d'eau, sa mauvaise qualité et un assainissement insuffisant ont des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et les possibilités d'éducation pour les familles pauvres du monde entier, notamment pour les femmes et les filles accaparées par la corvée d'eau.

Si nous voulons nous attaquer aux causes premières de la pauvreté nous devons nous impliquer par rapport aux injustices liées à l'eau. Nous devons soutenir ainsi des projets à long terme avec des solutions durables en matière d'accès à l'eau potable et d'assainissement. En outre, nous devons nous efforcer de remédier à l'insécurité autour de l'approvisionnement en eau par une gestion et une distribution plus équitables et plus efficaces des ressources hydriques.

La salubrité de l'eau et la propreté de l'environnement ne devraient pas être un luxe. Nous devons rendre l'eau potable et l'assainissement accessibles à tous les individus, quels qu'ils soient et où qu'ils vivent. C'est une condition sine qua non de l'élimination de la pauvreté dans le monde.





Prof. Maurizio Bagarani
Médecin spécialiste en Chirurgie générale et
Urologie. Il a été Chef du Département de
Chirurgie d'un Hôpital de la Province de Rome et
Professeur de Chirurgie à l'Université La Sapienta. Depuis sa retraite il a travaillé dans plusieurs
pays africains, surtout avec l'ONG Médecins
sans Frontières. Actuellement il est consultant
dans un Hôpital de Bujumbura (Burundi),
comme Directeur du Contrôle de Qualité et
Formation continue.



Santé et Développement intégral

L'OMS a défini la Santé comme « un état de bien-être physique, mental et social, qui ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ». Elle s'inscrit donc dans un contexte bien plus large, dont la gestion ne peut plus être confinée entre les frontières de chaque pays, en particulier ceux en voie de développement. A juste titre la Santé est considérée comme un enjeu de la Gouvernance mondiale. Dans plusieurs réunions internationales, de nombreuses études scientifiques ont démontré l'impact qu'elle peut avoir sur la croissance d'un peuple d'un point de vue de développement écologique et social, ainsi que sur la sécurité et la stabilité. Il est connu depuis longtemps que les principaux problèmes de santé dépendent de la diffusion des pathologies contagieuses qui trouvent un terrain favorable là où les conditions environnementales sont plus détériorées. Selon Jameton et Mc Guire (2002:3,2. Academic Research Library, pag 113.) une santé durable est la combinaison de trois facteurs: assistance de qualité, financement responsable et impact environnemental. En réalité l'ancien concept qui veut que ce soit l'Economie le facteur qui conditionne le développement de la société et de l'environnement a été récemment renversé. Au contraire ce sont les défis sociaux et les problèmes de santé qui affectent le développement économique d'un pays.

Dans ce contexte, la Gouvernance mondiale aurait dû jouer le rôle de guider les activités des différentes organisations et leur interface avec les gouvernements locaux. Les deux facteurs sont essentiels. D'un côté il y a les différentes organisations, étatiques, intergouvernementales (OIG), non gouvernementales (ONG) et les associations communautaires. De l'autre côté les Etats, souvent piégés dans une démocratie instable. Malheureusement la Gouvernance mondiale n'a pas bien orienté et maitrisé ses forces, à tel point qu'elle a même pu contribuer au déclin de la capacité des Etats à faire face aux défis de la santé. Cette absence de capacité de coordination, de focalisations des objectifs et de l'implication de la participation active des gouvernements a déterminé trois conséquences négatives. Les OIG, les Etats, les associations communautaires, à part l'excellente campagne pour l'éradication de la poliomyélite, se comportent en général comme des forces concurrentes plutôt que partenaires. Les objectifs ne sont pas souvent les mêmes et quand ils sont les mêmes ne sont pas suffisamment partagés. Une bonne partie de leur budget (parfois même le 70%), qui est payé par tous les citoyens des pays qui les supportent, est destiné au fonctionnement de la structure et non aux projets mis en place. La multiplication des ONG est liée en partie aux critiques adressées aux OIG et aux États. Une pléthore d'ONG opèrent dans les pays en développement, réalisant des projets de santé souvent avec beaucoup de bonne volonté mais peu d'argent et peu de moyens. Les plus rentables en termes de rapport entre le budget engagé et les bénéfices obtenus sont les organismes religieux. Les organismes privés finissent souvent par consommer des investissements en frais de fonctionnement tels que les OIG. Mais ceci n'est pas le problème principal. Les objectifs qu'ils se fixent pour améliorer la santé sont souvent génériques et finissent nécessairement par toucher un très petit pourcentage de la population. Etant donné les fonds limités disponibles, les standards de qualité des processus sont également faibles. Les ressources limitées ne permettent pas de disposer d'outils adéquats pour une médecine de bonne qualité. Tout ceci signifie que l'impact est principalement "territorial", limité à une partie de la population, insignifiant d'un point de vue statistique pour modifier la qualité de vie des personnes. De plus, ces organisations opèrent presque toujours (à quelques exceptions près) en dehors





des structures publiques ce qui est un inconvénient supplémentaire en termes de développement intégré. Le troisième point négatif est constitué par les gouvernements locaux. Ils acceptent volontiers les propositions des différentes organisations, non seulement pour le gain personnel de ceux qui gèrent la santé publique, mais surtout pour le retour politique. Même une aide mal ciblée et mal qualifiée réduit le mécontentement populaire et remplace l'engagement direct de l'État. Même si une entité travaille pour fournir une partie des soins de santé que les gouvernements sont censés garantir aux citoyens, l'incompétence et la corruption peuvent continuer à maintenir toute initiative visant la santé complètement inefficace.

Finalement que peut-on tirer de ces considérations. La promotion de la santé doit jouer un rôle central dans les politiques de développement des pays qui ont besoin d'aide. Ce rôle est un stimulant à la croissance sociale et économique, au changement des modes de vie, à l'amélioration des services de santé, à la protection de l'environnement. Les objectifs doivent viser les secteurs ayant le plus grand impact sur la santé : médecine préventive (primaire et secondaire), lutte contre la mortalité infantile, protection de la femme, en sont quelques exemples. La gouvernance mondiale doit reprendre son rôle en tant qu'administration centrale et de coordination de tous les acteurs. Les limites de ces derniers devraient être dépassées grâce à une meilleure coordination des forces de terrain et une meilleure perception des conséquences globales des risques sanitaires actuellement confinés aux pays pauvres. Les gouvernements locaux doivent être impliqués et responsabilisés. Il s'agit non seulement de l'implication et du soutien des structures publiques. Mais surtout de la promotion et du développement des filières sociales et environnementales intégrées.

« Commence par faire ce qui est nécessaire; fais ce qui est possible; et soudain tu te retrouves à faire l'impossible » (Saint François d'Assise).





Par Louis Alexandre Babissakana Laïc Spiritain Associé, Directeur du BD-CAM, Province CSSP du Cameroun - Yaoundé

Enjeux du recours aux énergies renouvelables dans le développement intégral selon la doctrine sociale de l'Eglise.

La mise en exergue des enjeux du recours aux énergies renouvelables dans le développement intégral selon la doctrine sociale de l'Eglise peut être abordée en quatre points : (i) le rappel et les précisions sur la notion de développement intégral ; (ii) la place du modèle énergétique dans la crise climatique mondiale ; (iii) le rôle critique des énergies renouvelables dans la résolution de cette crise et (iv) l'apport de la Congrégation du Saint Esprit.

1. Rappel et précisions sur la notion de développement intégral

Le Compendium de la doctrine sociale de l'Église publié en 2005 a consacré la vision du développement intégral telle que définie par le Pape Paul VI dans sa lettre encyclique du 26 mars 1967, Populorum progressio. « Le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique. Pour être authentique, il doit être intégral, c'est-à dire promouvoir tout homme et tout l'homme ». Selon cette doctrine de l'Eglise, le développement intégral « exige une conception de l'économie qui garantisse, au niveau international, la distribution équitable des ressources et réponde à la conscience de l'interdépendance — économique, politique et culturelle — qui unit désormais de façon définitive les peuples entre eux et fait qu'ils se sentent liés par un unique destin ».

Le développement intégral est à rapprocher à la notion de développement durable promu par les Nations Unies. Le développement durable a été défini en 1987 par le Rapport Brundtland comme un développement apte à « répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations à venir de satisfaire les leurs ». Le développement durable comporte ainsi trois dimensions – économique, sociale et environnementale – qui sont équilibrées et intégrées.

La convergence terminologique est actée par le Pape François qui a utilisé indifféremment aussi bien le concept de développement intégral que celui de développement durable dans sa lettre encyclique du 24 mai 2015 *Laudato Si'* sur la sauvegarde de la maison commune. Il a notamment précisé : « *On ne peut plus parler de développement durable sans la solidarité intergénérationnelle.* » (p.122).

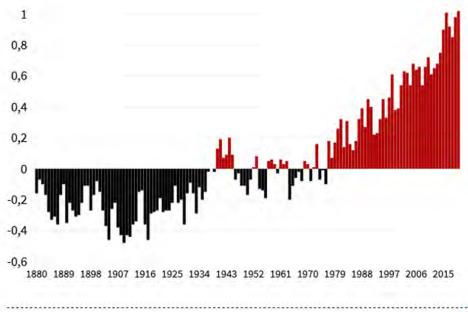
2. Place du modèle énergétique dans la crise climatique mondiale

La crise climatique mondiale constitue une des plus importantes menaces du monde contemporain. En effet, l'activité humaine en l'occurrence l'activité industrielle a induit progressivement une dégradation ou un dérèglement du climat (réchauffement climatique) de la planète se matérialisant en l'occurrence par des catastrophes climatiques dans toutes les régions du monde (notamment les vagues de chaleur, les inondations, les canicules, les ouragans, la fonte des glaciers, etc.) avec des conséquences profondes et dévastatrices sur la nature, les biens et les populations. Le réchauffement climatique est mesuré par l'écart moyen de la température mondiale par rapport à la moyenne annuelle. Le fait générateur de la crise du climat est que cet écart moyen ne cesse de grimper surtout depuis les années 1970. Ainsi, selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la température à la surface du globe a augmenté de 1,06 à 1,26 °C par rapport aux niveaux préindustriels (voir graphique ci-après).

Comme le confirme le Pape François dans sa lettre Laudato Si', « Il y a, certes, d'autres facteurs (comme le volcanisme, les variations de l'orbite et de l'axe de la terre, le cycle solaire), mais de nombreuses études scientifiques signalent que la plus grande partie du réchauffement global des dernières décennies est due à la grande concentration de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone ou CO2, méthane ou CH4, oxyde de nitrogène ou N2O et autres) émis surtout à cause de l'activité humaine. En se concentrant dans l'atmosphère, ils empêchent la chaleur des rayons solaires réflé-

chis par la terre de se perdre dans l'espace. Cela est renforcé en particulier par le modèle de développement reposant sur l'utilisation intensive de combustibles fossiles, qui constitue le cœur du système énergétique mondial ».

L'écart moyen de la température mondiale par rapport à la moyenne (En degré Celsius)



« LES ÉCHOS » / SOURCE : NOAA

a

C'est donc le modèle énergétique mondial centré et déterminé par technologies et processus industriels consommateurs des combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz) qui est à la base de la crise climatique mondiale. La solution est donc de convaincre le monde entier <u>de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre (GES) et ralentir le réchauffement de la planète</u> dans l'intérêt de la maison commune.



Image d'un site industriel avec des émissions dans l'atmosphère. Source : « Les Echos » (Getty Images)

3. Rôle critique des énergies renouvelables dans la résolution de cette crise climatique globale

Il est clairement établi que la réduction drastique des émissions de GES doit s'opérer en passant d'un modèle énergétique basé sur les combustibles fossiles très polluants (charbon, pétrole et gaz) à un modèle énergétique fondé sur les énergies renouvelables ou propres (biomasse, soleil, hydraulique, vent, etc.). La planète s'est déjà réchauffée d'environ 1,2 °C depuis la fin du XIXe siècle. L'objectif retenu en 2015 par l'Accord de Paris est de contenir l'élévation moyenne des températures « nettement en dessous de 2 °C » comparé à l'ère préindustrielle, tout en poursuivant les efforts pour limiter cette hausse à moins de 1,5 °C. Pour atteindre cet objectif ambitieux, la solution consiste à se débarrasser le plus rapidement possible des combustibles fossiles, en développant massivement les énergies renouvelables et renforçant les écosystèmes, tels que les forêts, capables d'absorber le dioxyde de carbone dans l'air. D'où le rôle critique attendu des énergies renouvelables.

4. Apport de la Congrégation du Saint Esprit dans l'incitation au développement des énergies renouvelables

C'est dans ce contexte international de transition énergétique que la Congrégation a retenue d'encourager le recours aux énergies renouvelables comme l'un des huit (8) objectifs de développement. Cet objectif s'appuie sur l'objectif de développement durable n° 7 des Nations Unies à savoir garantir l'accès de tous à des ser-



Image d'un parc d'énergie solaire. Source : « Les Echos » (Ajit Solanki/AP/SIPA)

vices énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable à l'horizon 2030.

Ainsi, dans ce domaine des énergies renouvelables, la charte spiritaine de développement définit notre orientation stratégique et opérationnelle d'action en trois points : (i) travailler à l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable ; (ii) travailler à accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique proposé aux populations ; (iii) développer l'approvisionnement en services énergétiques modernes et durables pour tous les habitants des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement et des pays en développement sans littoral, dans le respect des programmes d'aide qui les concernent.



Sr Elisa Kidane (à gauche) et Sr. Maria Teresa Ratti (à droite)
Sr Elisa Kidane-Missionnaire Combonienne a vécu en Equateur, au Costa Rica, au Pérou et en Italie. Elle est actuellement déléguée à la Circonscription de la Maison Généralice.
Originaire d'Érythrée.

Sr Maria Teresa Ratti-Missionnaire Combonienne réside actuellement dans la Maison Générale des Sœurs à Rome, travaillant dans les domaines de la Pastorale Sociale et de la Communication. Elle a vécu aux États-Unis, en Afrique et en Europe.





Les femmes pour le développement: une contribution au développement humain intégral!

Nous vivons une époque de changements sociaux, politiques, culturels et même religieux rapides. Non seulement nous vivons à une époque de changements importants, mais nous sommes également partie prenante d'une ère de grands changements. Au milieu de cette succession rapide de situations, qui s'est récemment complexifiée avec la pandémie de la Covid 19, qui a littéralement bouleversé tous les paramètres de notre vie - tant en tant que population humaine que par rapport aux différentes formes de vie avec lesquelles nous partageons l'existence sur terrela prééminence des femmes dans les différentes sphères de la vie s'est imposée de manière unique.

Une image biblique comme modèle de développement

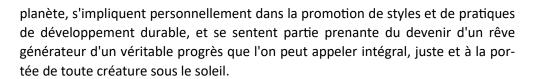
Nous pourrions nous référer ici à une myriade de modèles et d'exemples. Nous aimons imaginer la participation des femmes à la grande aventure du développement humain intégral en nous inspirant de l'exemple que nous ont donné les femmes le jour qui a marqué un nouveau départ dans l'histoire de la création. C'est ainsi que commence le récit de la Résurrection dans l'Évangile de Marc: "Le sabbat terminé, Marie de Magdala, Marie mère de Jacques et Salomé achetèrent des huiles aromatiques pour aller oindre le corps. Tôt le matin, le premier jour de la semaine, elles sont allées au tombeau au lever du soleil. Elles se dirent les unes aux autres: "Qui roulera la pierre de l'entrée du tombeau? Quand elles levèrent les yeux, elles virent que la pierre avait déjà été roulée, bien qu'elle fût très grande". (Mc 4, 1-4)

L'annotation temporelle "tôt le matin" est certainement très significative, car elle souligne l'audace qui les soutient malgré les difficultés du moment qu'elles vivent. Ces femmes, sans se soucier de toutes les incertitudes et de tous les dangers, se lancent et osent défier, par leur courage, toute une série de lieux communs qui les reléguaient généralement en marge de leur société. Elles croient pleinement que ce qu'elles veulent faire est un geste qui révèle non seulement l'amour qui les lie au Maître - même au-delà de sa mort - mais c'est aussi un geste qui révèle combien elles ont été elles-mêmes impliquées et se sont senties partie prenante de la transformation qu'il était venu opérer.

Le fait qu'elles se soient déplacées tôt le matin nous indique également qu'elles ne sont pas restées les bras croisés en attendant que d'autres élaborent des propositions sur la manière de procéder. Elles avaient l'habitude de décider par ellesmêmes et d'apporter leur contribution là où c'était nécessaire. En effet, l'évangéliste Luc nous raconte que Jésus "parcourait les villes et les villages, prêchant et annonçant la bonne nouvelle du royaume de Dieu. Il y avait avec lui les Douze et quelques femmes qui avaient été guéries d'esprits mauvais et d'infirmités : Marie, dite de Magdala, de laquelle étaient sortis sept démons ; Jeanne, femme de Kouza, intendant d'Hérode ; Suzanne et beaucoup d'autres, qui les servaient avec leurs biens". (Lc 8, 1-3)

Ainsi, les femmes, hier comme aujourd'hui, sont proactives et mettent en jeu toutes leurs capacités pour réaliser ce qui leur tient à cœur. Les pas de ces femmes de l'Évangile marquent encore les pas de millions de femmes qui, partout sur la





Par-dessus tout, le bien commun!

La notion de "bien commun" remplit les pages imprimées et numériques pour un public post-moderne diversifié. En ces temps d'inégalités croissantes et de violations des droits les plus fondamentaux - tant des personnes que de l'environnement et de la création dans son ensemble - nous ressentons plus que jamais le besoin de retrouver le véritable sens inhérent à cette compréhension de notre expérience de vivre ensemble. En partant de l'univers des femmes dans le vaste domaine du développement en ce début d'année 2022, nous nous laissons inspirer par la couverture du Time du 27 septembre au 4 octobre 2021. De cette position plutôt stratégique, la nouvelle directrice générale de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Nigériane Ngozi Okonjo-lweala, en poste depuis le 1er mars 2021, nous accueille avec un regard optimiste. Première femme et première Africaine à occuper ce poste depuis la création de l'organisation (1994), elle a immédiatement exprimé la manière dont elle allait s'acquitter de sa tâche et de sa responsabilité : "Ce dont l'OMC a besoin, c'est de quelqu'un qui a la capacité de mener des réformes, qui connaît le commerce et qui ne veut pas voir les affaires de la manière habituelle. Et ce quelqu'un, c'est moi."

La formidable clarté d'intention qui guide Okonjo-Iweala dans le vaste univers du commerce mondial lui fait percevoir immédiatement comment, par exemple, le drame de la pandémie de Covid-19 - qui est l'un des nombreux drames auxquels l'humanité la plus marginalisée est la plus exposée - est confronté au protectionnisme et au nationalisme vaccinal. Ces deux énormes défis, s'ils ne sont pas relevés de manière adéquate, dressent des barrières dans la société qui affectent négativement l'allocation équitable des ressources disponibles pour garantir que toutes les populations aient accès à des soins adéquats.

Être du côté du développement humain intégral, c'est donc lutter pour assurer l'abolition des privilèges qui maintiennent l'existence de barrières qui empêchent le partage équitable de toutes les ressources destinées au bien commun, toujours et partout. Nous sommes certaines que, grâce à sa présence et à son expertise, Ngozi Okonjo-lweala saura ouvrir de nouvelles voies fondées sur le bien commun dans le monde complexe et souvent ambivalent du commerce. Mais ce n'est pas tout. En fait, nous espérons également que la lutte que mènent tant de femmes pour joindre les deux bouts dans les nombreux rôles et tâches auxquels elles sont confrontées quotidiennement, recevra un nouvel élan en se sentant partie prenante de la construction d'un monde qui a tant à apprendre de leur compréhension commune de l'être-bon (le contraire du bien-être) afin que la vie puisse toujours être vécue dans sa plénitude.









La paix comme horizon multiple et partagé

Un accord de paix a de bonnes chances de durer au moins 15 ans de plus si les femmes sont à la table des négociations. Cela a été certifié par ONU-Femmes, l'agence des Nations unies pour l'égalité des sexes, et si nous sommes bien au fait des réalités géographiques complexes - et il y en a toujours beaucoup dans le monde - nous reconnaissons la fiabilité de cette déclaration.

Il existe de nombreuses femmes qui investissent toute leur énergie au service de la paix. De la famille à l'éducation, des droits de la personne à la défense de la planète. Dans ce domaine, nous avons choisi la journaliste Maria Ressa, récemment récompensée par le prix Nobel de la paix. Née aux Philippines et désormais naturalisée américaine, elle a cofondé Rappler, une chaîne numérique consacrée à la liberté de la presse dans son pays d'origine, qui souffre actuellement énormément de la main de fer du gouvernement despotique du président Rodrigo Duterte. Ayant elle-même subi le harcèlement de la part du gouvernement, Maria Ressa connaît, pour l'avoir vécue, la lutte pour se défendre contre les nombreux abus d'une politique qui a perdu la notion de bien commun.

Ressa lutte contre la désinformation et les fake-news qu'un système injuste sait mettre en circulation pour paralyser toute initiative visant à ébranler ses politiques injustes. Cette journaliste indomptable paie personnellement le prix inestimable de sa liberté personnelle, pour défendre celle de millions de personnes qui ne sont pas en mesure de se défendre contre les géants dont regorge le marché de la mondialisation.

Beaucoup d'autres femmes qui croient en la valeur de la paix comme point de départ d'un avenir meilleur sont sur le chemin qu'emprunte Maria Ressa. Elles sont toutes déterminées - soutenues par leur capacité à tisser des liens de justice et de réconciliation - à mettre un terme aux nombreux conflits qui provoquent tensions et souffrances dans le monde, empêchant la croissance de la paix entre les générations, les peuples et la terre.

Nous trouvons très significatifs la figure et l'exemple de Takoua Ben Mohamed, une jeune dessinatrice engagée à dénoncer, également à travers des romans graphiques, l'impact du racisme, du colonialisme et du machisme dans le monde. Pour elle, il est essentiel de connaître l'histoire derrière les nombreux "ismes" qui nous conditionnent. Et, surtout, de pouvoir la raconter du côté de ceux qui ont subi (et continuent de subir) les torts de ceux qui exercent la domination comme une forme de contrôle et de mépris de la dignité de chaque personne et des droits humains les plus fondamentaux. L'un de ses souhaits est de gagner le prix Nobel de la paix avec un roman graphique! Nous partageons son souhait!

Pour la défense de la maison commune

Et c'est avec un immense plaisir, mêlé d'une inquiétude naturelle, que nous signalons l'avènement des adolescentes dans l'engagement pour la protection de la création. Des petites femmes qui sont convaincues qu'elles doivent s'impliquer dans ces questions qui les dépassent.

Greta Thunberg a été la première à faire la une des journaux, avec son initiative "Fridays for Future" visant à défendre la Terre, notre maison commune, de la destruction à laquelle elle est vouée si nous ne changeons pas nos modes de vie. Partant d'une action non violente - comme la dénonciation hebdomadaire devant le



siège du gouvernement suédois de la crise écologique qui met en danger l'avenir des plus jeunes, privés de la possibilité d'une vie pleine de sens - Greta affronte avec audace la scène mondiale et remet en question "les belles paroles des grands" qui finissent toujours dans le vide d'un désengagement qui n'est plus acceptable. Avec elle, de partout dans le monde, d'autres très jeunes ont pris l'engagement de nous défendre, nous et la planète que nous, adultes, n'avons pas su traiter avec respect, ni prendre soin avec des pratiques durables. Quelques noms : Vanessa Nakate (Ouganda), Alexandria Villaseñor (Californie), Luisa Neubauer (Allemagne), Anuna De Wever et Kyra Gantois (Belgique).

Lors de la 26e conférence de l'ONU sur le climat, qui s'est tenue à Glasgow (Écosse) du 31 octobre au 13 novembre 2021 et à laquelle ont participé des chefs d'État et de gouvernement du monde entier, Greta et ses camarades n'ont pas ménagé leurs efforts pour souligner que le roi était nu dans les salles de contrôle! C'est parce qu'ils ont perçu combien il est frustrant de discuter sans une volonté ferme de décider (si c'est encore possible) comment remédier à la dévastation et à la crise écologique qui est sous les yeux de tous!

Puisse le courage de ces petites grandes femmes continuer à agir comme un levier pour générer de nouveaux modes de vie, basés sur le respect et l'écoute de chaque réalité créée. Pour un avenir de vie pleine, toujours et partout!



Dans l'Église, pour un changement de paradigme

Comme nous l'avons vu au début de cet article, le chemin du féminisme vient de loin. Comme tout voyage visant à renouveler la vie, il a connu son lot d'échecs et de nombreuses situations d'abus de toutes sortes. La route grimpe toujours, mais elle continue.

De nos jours, cependant, elle devient particulièrement visible grâce à la réforme que le pape François tente de mettre en œuvre, tout d'abord dans le dédale de la Curie vaticane. Nous voudrions nous concentrer sur l'une des nombreuses femmes qui exercent un ministère, sans doute destiné à accompagner l'Église vers un changement de paradigme, sous le signe de la synodalité.

Née en France et membre de la Congrégation Xavérienne, Sœur Nathalie Becquart est la première femme à être nommée sous-secrétaire du Synode des Évêques. Avant d'aller plus loin, nous ressentons le besoin de dire que, si la présence de nombreuses femmes - dont plusieurs religieuses - dans les différents bureaux, services et départements du Vatican fait en sorte que les eaux du renouveau coulent de plus en plus vers le véritable "aggiornamento" voulu par le Concile Vatican II, avec la nomination de Nathalie Becquart, les murs des salles où les évêques, réunis en synode, décident du bien de leurs Églises, devront désormais compter sur "son" vote aussi ! Le fait de pouvoir voter n'est pas totalement dénué de pertinence dans les processus de transformation. Et l'histoire des femmes, aux quatre coins du monde, témoigne du fait que la non-participation est une forme insidieuse de ségrégation.



Dans l'interview accordée au mensuel " Women Church World " en octobre 2021, Sœur Nathalie décrit l'importance de l'évolution du synode d'un événement à un processus dans lequel la participation de la base est une condition sine qua non pour la réalisation d'une véritable synodalité ecclésiale. Au sujet des femmes, elle déclare : "Fondamentalement, je crois que ce qu'elles offrent spécifiquement, c'est qu'elles sont des moteurs de la synodalité. Parce qu'elles souhaitent vivement que



l'Église ne soit plus une Église cléricale réservée à une élite, où quelques-uns décident pour tous. (...) Les femmes souhaitent fortement des relations plus égalitaires, basées sur le respect". Nous comptons beaucoup sur sa présence et son expertise qui font autorité.

Artisanes de l'humanité

Il y a plusieurs années, en 2011, un groupe de femmes au Sénégal a eu l'idée de proposer la candidature des femmes d'Afrique au prix Nobel de la paix. La proposition a été accueillie avec une certaine surprise. La raison de cette demande était la suivante : si les peuples d'Afrique existent, c'est parce les femmes, elles, résistent ! L'Afrique existe et résiste grâce aux femmes, à leur mise en route, chaque jour, pour tisser la vie, pour accompagner l'avenir.

D'ailleurs, aujourd'hui encore, comme toujours, ceux qui veulent parier sur un avenir meilleur en Afrique, peuvent le faire à une condition : non sans la contribution unique de la femme et des femmes. La créativité qui les anime, malgré les immenses défis qu'elles doivent relever chaque jour, est la preuve concrète que la vie veut continuer précisément grâce à leur refus obstiné de tout ce qui menace la dignité et le désir de vie dont le continent est le ventre et le berceau. Aujourd'hui, avec le recul, nous pouvons également dire cela des femmes d'Asie, des Amériques, d'Europe et du monde. Partout, la méthodologie est la même : être les artisanes d'une humanité renouvelée, que les femmes ont toujours générée et sauvegardée.

Que les migrants humains sur leurs chemins sans fin, en tout lieu de la terre, soient toujours soutenus par les pas sûrs qui, tôt le matin, ouvrent à l'espérance et à la joie de vivre le grand don que Dieu partage toujours avec nous : celui d'une vie abondante et épanouie !







Sr. Annette Funke
Novice des Sœurs Missionnaires du Christ,
Douze ans d'expérience professionnelle dans le
développement, dernièrement comme coopérante chez les Spiritains en Centrafrique,
et auparavant comme chargée de projets au sein
de l'œuvre pontificale de l'enfance missionnaire.





La solidarité, une forme de partenariat ?

Coopération, partenariat et développement sont des grands mots et tout le monde ne les comprend pas de la même façon. Ils sont perçus par les uns comme des systèmes de relations complexes et par les autres plutôt comme des formes d'appui financier.

La première difficulté est que les concepts et les termes du développement sont en général conçus par le « Nord », donc en Europe ou aux États-Unis, et que les intérêts et les attentes du Nord y sont souvent dominantes. Le deuxième défi de ces partenariats internationaux est l'asymétrie réelle de pouvoir et d'influence — due à un vis-à-vis entre un pouvoir politique et économique d'une part et des formes de dépendance d'autre part. On ne peut donc pas s'attendre au partage des mêmes principes et des mêmes valeurs, et il n'existe pas toujours une vision ou un objectif commun, comme le déclare l'ODD 17.

Que faudra-t-il pour arriver à de vrais partenariats ?

Dans le sens des ODD nous avons une responsabilité commune pour notre planète et pour l'humanité.

Un partenariat nécessite deux ou plusieurs parties prenantes qui se rencontrent à la même hauteur et qui s'entendent sur ce qui les concerne chacun de façon différente afin que les intérêts différents de chacun des partenaires soient plus ou moins équilibrés.

Pour cela, il est primordial de réduire le plus possible les asymétries.

Voici quelques stratégies de la part des partenaires plus puissants et influents :

- Impliquer d'une manière honnête et réelle les différents acteurs
- Se comprendre soi-même comme imparfait et comme apprenant
- Se rendre compte des **inégalités** actuelles et historiques, en particulier du poids des rôles hérités de l'époque colonialistes et missionnaire
- Agir avec une approche sensible aux différences de culture et aux priorités diverses
- Être prêts à **transférer** compétences et responsabilités
- Collaborer avec **transparence** et dans un partage du pouvoir

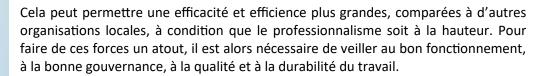
Voici quelques stratégies de la part des partenaires plus faibles et dépendants :

- Renforcer les **compétences** en vue d'une meilleure expertise qui permette d'exercer plus d'influence dans le planning et le suivi
- Créer des capacités suffisantes et rendre des responsables disponibles pour leurs tâches souvent supplémentaires pour s'impliquer dans les projets, y compris la communication
- Pratiquer une communication active et transparente pour renforcer le leadership
- Établir des systèmes de participation et d'évaluation pour garantir l'atteinte des objectifs et leur pérennisation
- Augmenter sa crédibilité en respectant les conditions établies dans les partenariats et en assumant les responsabilités définies
- Diversifier les ressources financières, y compris par une contribution financière locale substantielle qui permet plus de marge de manœuvre, d'autodétermination, de durabilité et d'indépendance

Quelle est la particularité des communautés chrétiennes en ce qui concerne des partenariats internationaux dans ce qu'on appelle développement ?

Les Églises sont souvent très enracinées au niveau local. Leurs grandes forces sont la proximité avec les gens, en particulier un accès aux plus démunis et l'engagement bénévole de beaucoup de fidèles.





Au-delà, l'Église a un caractère prophétique, qui lui fait rappeler à la société et aux responsables politiques les valeurs et les droits humains, la solidarité avec les plus démunis, la justice sociale et la paix.

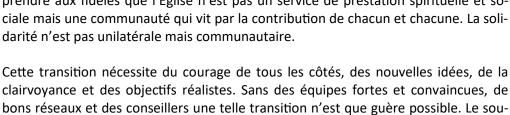
Le développement humain intégral devrait alors prendre en compte ces deux dimensions qui vont de pair, l'engagement prophétique et l'engagement concret au travers des activités de lutte contre la pauvreté et la discrimination, et pour la paix, l'amélioration des conditions de vie et l'autonomisation.

L'Église universelle en voie de transition vers des nouvelles formes de solidarité et de fraternité

Les changements dans l'Église universelle observés dans les 20 dernières années se poursuivent. La grande majorité des postes à responsabilités sont aujourd'hui occupés au Sud par des locaux ou des missionnaires du Sud. L'Église riche et influente du Nord est en train de perdre progressivement au moins une partie de son pouvoir. Cette transition nécessaire diminue peu à peu l'asymétrie existante entre le Sud et le Nord et recèle ainsi un grand potentiel pour des partenariats plus équilibrés, même si le poids de l'héritage de l'époque coloniale et missionnaire se fera toujours sentir.

Ce décalage des responsabilités révèle des défis. Le Nord est tenu de lâcher prise sans abandonner toute forme de solidarité et de fraternité, en donnant la priorité à d'autres propositions, en gagnant plus d'humilité et en faisant confiance, en comprenant les enjeux contextuels et en acceptant les différences, en appréciant et en encourageant les efforts et les prises de responsabilité.

L'autonomisation et la réduction des dépendances au Sud va avec plus d'obligations, de charges et de réponses locales à trouver, sans pouvoir se référer à d'autres. La pression sur les responsables d'aujourd'hui est énorme. Les attentes internes et externes sont nombreuses, diverses et parfois insatiables, les possibilités sont souvent limitées et une professionnalisation prend du temps et demande beaucoup d'efforts, parfois même de sacrifices, et surtout une compréhension commune et un esprit communautaire. Pour la première génération autochtone ceci est particulièrement difficile car il faut souvent changer les systèmes de fonctionnement et faire comprendre aux fidèles que l'Église n'est pas un service de prestation spirituelle et sociale mais une communauté qui vit par la contribution de chacun et chacune. La solidarité n'est pas unilatérale mais communautaire.



la détermination faciliteront des nouvelles formes de partenariat équitable.

L'encyclique *Fratelli tutti* du Pape François peut nous inspirer et nous encourager à expérimenter des telles formes de solidarité et de partenariat.

tien mutuel et la solidarité – même dans l'échec –, la compréhension, la tolérance et



Marielle Lacroix—Conseillère financière du BCD



Aéroport Conakry Gbessia

Témoignage:

« Mon parcours entre le Canada, la Guinée, l'Italie et le bureau central de développement de Rome... »

J'ai pensé faire le récit du parcours qui m'a conduit auprès du bureau central de développement en espérant que mon expérience de vie puisse vous divertir et vous intéresser. Alors voilà! Après avoir terminé mes études en administration à l'Université Concordia de Montréal et travaillé plusieurs années pour la société d'ingénierie SNC-Lavalin, je pars pour la Guinée en 1983. La Compagnie des Bauxites de Guinée m'offre un contrat à Kamsar en tant qu'assistante à la logistique. L'attrait de l'inconnu (j'ai dû regarder sur la carte où se trouvait la Guinée) et l'envie de vivre une nouvelle expérience sont plus fortes que l'aimant de la famille et des amis, alors je m'envole vers ce pays dont je ne connais rien. Le soir de mon départ à l'aéroport de Mirabel, au milieu d'embrassades, de larmes et de mouchoirs blancs, je manque le dernier appel pour mon vol Air France. Prise de panique je me précipite au guichet de la compagnie aérienne où une gentille préposée me rassure et me dit qu'on s'occupe de moi. Je ne peux imaginer la suite.... une voiture de courtoisie vient me chercher à l'embarquement et me conduit directement au pied du 747! Ouaou! Je me sens importante mais un peu stupide néanmoins. Je doute que j'aurais le même traitement aujourd'hui! Sur l'avion je réalise soudain que je laisse derrière mon père âgé, ma soeur adorée et de nombreux amis et qui sait quand je les reverrai, les larmes continuent de couler tout le long du voyage jusqu'à mon arrivée à CDG. Heureusement une ex-collègue et douce amie m'a offert le gîte pendant une semaine dans son studio du 13ième, question de me changer les idées. J'en profite pour me réconcilier avec les français lesquels, je dois avouer, n'ont pas toujours une bonne réputation chez-nous au Québec. D'ailleurs ils sont souvent appelés "les maudits français" mais il ne faut pas généraliser... j'ai deux ou trois amis français qu'on appelle aussi "français améliorés"! Bon je m'éloigne du sujet: la Guinée-Conakry comme on s'y réfère souvent. Toujours avec Air France je quitte pour le continent africain, le coeur quelque peu consolé, merci Marie-Claire pour ton accueil et ta chaleur. En vol nous passons au dessus de la Mauritanie, Nouakchott et son désert infini. Je souris en entendant la réflexion d'un enfant: "regarde maman la grande plage"! J'arrive en fin d'après-midi dans la capitale où c'est déjà la nuit, le pays étant presqu'à cheval sur l'équateur. Il fait noir et c'est noir de monde, je suis la seule "foté" (blanche) au milieu de ce marasme. Je débarque dans le vieil aéroport: une seule ampoule glauque éclaire la gare des arrivées. Sordide, triste et terrifiant. J'ai chaud, l'humidité m'envahit, je me sens défraichir à chaque minute qui passe. J'entends mon nom; quelque part on m'appelle! Yessss on vient me chercher! Un employé de la compagnie se présente à moi sans montrer aucun papier d'identité. Il réclame mon passeport et il part avec, soit-disant pour régler les formalités. Mon coeur et mon esprit basculent. Avant mon départ on m'a mise en garde concernant la traite des blanches, OMG "que diable allais-je donc faire dans cette galère"? L'humidité s'achame sur ma peau, l'air me manque, j'ai peur pour la première fois de ma vie. Je fais les comptes: passeport volé, la plus proche ambassade du Canada est à Dakar, je ne connais personne, les pires scénarios se succèdent dans ma tête. Après ce qui m'a semblé un siècle, Mamadou revient avec mon passeport en main (praise the Lord) mais "il faut donner" ... Par chance j'avais quelques paquets de Malboro au cazou qui m'ont permis de sortir de cet enfer. On m'embarque dans un bus scolaire dont je suis la seule passagère et tout ce que je peux voir ce sont les petits brasiers où les femmes cuisinent leur repas du soir. Il fait noir comme sul'loup comme on dit par chez-nous. La peur me reprend. On arrive finalement au "village CBG" poste de transit avant de me transférer à destination le jour suivant. Je ne peux rien avaler pour souper et je me réfugie dans ma chambre: sombre et humide. J'enregistre mes impressions de voyage sur cassette pour mon papa et j'essaie de dormir avec le chant des cigales et autres bestioles qui sérénadent mon arrivée. Je me réveille à l'aube avec un autre chant, celui du muezzin. "Non !! s'il te plait grand Iman, laisse-moi dormir encore une heure."

Après une nuit insomniaque ou quasi, on m'offre une tranche de pain beurré et confiture avant de me diriger encore en bus scolaire vers l'aéroport où le Twin Otter de la société m'attend pour m'accompagner à Kamsar. Deux heures d'attente avant de partir... J'arrive enfin à destination excitée et assez fripée, faut bien le dire... Au comité d'accueil il y avait "ma marraine" qui m'attendait et de-



La ville minière de Kamsar-Guinée



Sur la route entre Kamsar et Kataco



Les rizières du Bagataï

vait aider à m'orienter et m'insérer dans mon nouvel environnement. Étant de nature plutôt indépendante, cette généreuse âme fut vite remerciée et j'ai poursuivi mon insertion seule dans ce nouvel environnement. Peu de jours après mon arrivée et tout juste avant Noël, de fortes secousses me réveillent durant la nuit. C'est ainsi que j'apprends au petit matin qu'un séisme de magnitude 6.3 a détruit une grande partie des infrastructures au nord-ouest du pays. La Guinée est fort éprouvée; il faudra des mois et des années pour reconstruire car l'aide internationale se fait attendre. A peine trois mois plus tard meurt Sékou Touré le dictateur sanguinaire qui avait mené le pays depuis les années soixante après l'indépendance de la France. C'est le désarroi et l'incertitude qui règnent pendant les trois semaines qui suivent. Le 3 avril 1984 les militaires prennent le pouvoir. Tous les moyens de communication sont bloqués avec l'impossibilité de communiquer avec ma famille. Avec les collègues expatriés nous rassemblons nos provisions alimentaires et autres biens de première nécessité et nous nous rassemblons devant un poste de radio à ondes courtes à écouter RFI qui nous apprend la prise de pouvoir de Lansana Conté et de ses militaires. On tremble pour notre sécurité, des hommes armés parcourent les rues et nous avons la consigne stricte de ne pas sortir. Par le biais de la société à Pittsburgh j'arrive à faire transmettre (par télex) l'information à ma famille que je suis saine et sauve (nous étions bien loin d'avoir le wifi!). Quelques jours après le coup d'état la situation redevient plus ou moins à la normale et je suis soulagée d'apprendre qu'il n'y a eu aucune victime. Il est palpable que la population espère en un changement positif avec ce nouveau gouvernement et je l'espère pour eux. Dire qu'en m'engageant la société m'avait pourtant assurée que la Guinée était un pays stable!

Tout ca pour raconter mon arrivée dans ce pays au mille contrastes et visages. J'ai le bonheur de travailler avec des collègues accueillants et sympathiques avec lesquels je me lie tout de suite d'amitié. Souvent je suis invitée à leurs mariages, baptêmes et autres fêtes. Je demeure d'ailleurs toujours en contact avec certains d'entre eux et elles. Ce n'est que plus d'un an après mon arrivée que je fais connaissance avec l'équipe des Spiritains dont la présence en Guinée avait été chassée par Sékou Touré. Le nouveau gouvernement leur permet de revenir au pays et c'est en 1985 que j'ai la joie de rencontrer le Père Bienvenu, le Père Besson et le Père Engel venus se réinstaller à la mission de Kataco au sein du Bagataï. Il faut savoir que Kataco est à moins de 20 km de Kamsar mais il faut régulièrement plus d'une heure pour parcourir le trajet avec l'état désastreux des routes. Souvent on s'y retrouve le dimanche après la messe dans le vieux presbytère décrépit, souffrant de tant d'années d'abandon. Qu'à cela ne tienne, la gaieté règne. Nous apportons un peu de douceurs importées: fromages, saucissons, vins et Jeanne nous prépare le "riz pays". Nous faisons de belles promenades dans les palmeraies et les champs de riz, les habitants sont chaleureux et nous invitent pour un verre de vin de palme ou simplement nous ouvrent leurs portes pour nous saluer. Ce sont des journées conviviales dont je garde le plus précieux des souvenirs. C'est dans ce contexte que je rencontre celui qui deviendra mon mari, Maurizio. Il est chirurgien à l'Hôpital de Kamsar, "Italiano vero" comme chantait Toto Cotugno. Lui aussi se lie d'amitié avec la mission de Kataco et il lui arrive à chaque visite de soigner ses habitants et de leur fournir des médicaments souvent introuvables ou hors-prix sur le marché noir. En gage de gratitude, nous retournons à Kamsar avec des poules (vivantes), des arachides, ou de l'huile de palme. Nous y passons un Noël, probablement le plus beau de ma vie. La messe de minuit dans cette simple église délabrée et quasi abandonnée toutes ces années rend la célébration de la naissance de Jésus encore plus authentique en sa pauvreté. Les cantiques entonnés en Baga, la langue de la région, apportent une note paradoxale, chaleureuse et vivante. Nous montons notre tente en face du presbytère et passons le réveillon avec les pères et les amis qui se joignent à nous pour partager un repas de fortune. Quelque temps après, avec le labeur du Père Engel, l'église et le presbytère subiront un grande réfection leur permettant d'avoir des quartiers plus confortables et surtout... l'accès à de l'eau. Mon affectation en Guinée se poursuit jusqu'en 1987 où je dois prendre la décision soit de rentrer au Canada ou soit d'aller vivre en Italie...

Après un bref séjour à Montréal, je choisis de venir m'installer à Rome et de commencer une nouvelle aventure. Notre fils Daniele nait en 1989 et à peine quelques mois plus tard l'Ambassade du Canada m'offre un poste au sein de leur section des finances. Je dois m'adapter très vite à la double vie de mère et de femme de carrière. Heureusement que belle-maman qui habite tout à côté de nous m'est d'une aide précieuse car Maurizio est souvent appelé à travailler le soir et la nuit avec des gardes et de longues heures loin du foyer familial. Avec les amis du lycée Augusto où Maurizio a fait



L'église de Kataco



Tatave et ses amis romains lors de son Jubilé



Plaque commémorative du Père Gustave Bienvenu.

son secondaire, nous fondons la FIAG (Fédération des Amis de la Guinée) et pendant dix ans, avec leurs contributions, nous finançons des micro-projets dont la réfection de l'école de Kataco, le forage de puits, micro-crédit pour un atelier de couture aidant les jeunes mamans célibataires, séances d'information contre les mutilations génitales, la construction d'une petite école à Sangarédi, le tout sous l'égide du Père Engel qui voit à la supervision des projets et à la bonne allocation des fonds alors qu'il est encore en Guinée.

Quelques années plus tard, je retrouve avec bonheur le Père Engel, muté à la maison générale des Spiritains à Monte Mario. Malheureusement n'ayant plus de personne de confiance sur le terrain la FIAG doit cesser ses activités mais nous continuons à participer à certains projets en partenariat avec d'autres ONG pendant plusieurs années. Un jour en visitant Rome avec le Père Engel nous nous retrouvons bloqués par un violent orage et contraints de nous réfugier dans un petit bar en attendant la fin du déluge. C'est alors que j'apprends que le Père Bienvenu (Tatave) célèbrera dans quelques mois ses 50 ans de sacerdoce. En moins d'une heure nous avons élaboré le projet d'une fête surprise qui se déroulera entre Rome et Saint-Georges de Rouelley, la ville natale de Tatave en Normandie. Nous avons 3-4 mois pour mettre en place les mécanismes, inviter les amis et prendre les arrangements pour: un souper surprise avec les amis venus de France, une messe sur la tombe de Saint-Pierre, une autre messe aux catacombes de Sainte-Agnès où Tatave avait dit sa première messe, une visite aux jardins du Pape à Castel Gandolfo, une excursion aux monastères de Saint-Benoît et Sainte Scolastique à Subiaco et pour terminer, un déjeuner convivial à notre résidence à Rome. Grâce au Séminaire français nous arrivons à loger la vingtaine d'invités! Une belle logistique à gérer mais avec nos talents combinés, l'événement se révèle un immense succès. Tatave arrive à Rome le 28 juin avec l'excuse que nous l'invitons pour une petite célébration en famille... internos. Il ne se doute de rien. Le même soir, nous l'invitons dans un petit resto typique au centre de Rome. Nous entrons et du coup il se met à reconnaître des amis de Saint-Georges, mais encore il n'a pas compris. Il lui faut plusieurs minutes pour réaliser que tout ce beau monde est là pour lui faire honneur et célébrer ses 50 ans de sacerdoce! Les jours qui suivent sont remplis d'émotions autant pour lui que pour nous. Cette réussite me remplit de bonheur. La suite se déroule deux mois plus tard à sa ville natale, Saint-Georges, sous les hospices du maire Raymond Bechet, et des amis de notre jubilaire. Je suis émerveillée et touchée par l'accueil qu'on nous réserve! La fête se poursuit avec une messe égayée par un groupe de chanteurs et danseurs africains, un repas typique normand au restaurant du village et visites des lieux dont la maison natale de Tatave. Nous rentrons à Rome le coeur rempli d'émotions et de souvenirs que nous garderons toute notre vie. Un mois plus tard je reçois un appel du Père Engel m'apprenant que notre ami est victime d'un accident cérébral et nous quittera quelques heures par la suite. Un mélange de chagrin et d'ivresse m'envahit. Quelle plus belle fin aurait-il pu envisager? Tatave aura eu une vie pleine, une vie d'amour et de dévouement, consacrée lors de l'anniversaire des cinquante ans de son sacerdoce! Le Seigneur l'aura accueilli les bras ouverts et du haut du ciel, je sais que notre ami veille sur nous.

Ma vie à Caput Mundi s'avère agréable, j'aime cette ville bien qu'elle soit cahotique. Les romains sont gentils et j'admire leur philosophie de travailler pour vivre et non pas vivre pour travailler. L'Ambassade m'offre le meilleur des deux mondes entre le Canada et l'Italie et j'en suis reconnaissante. Trente ans ont vite passé et je pourrais écrire un livre sur mon vécu et mes expériences. J'y pense et je l'intitulerai "Notes non-diplomatiques"! Après une carrière bien remplie je décide à la fin 2019 de prendre ma retraite pour accepter un autre défi, celui de me joindre à l'équipe du Père Engel et du Bureau Central de Développement avec comme mission de soutenir la création et le développement des bureaux locaux de développement (BLD) à travers les nombreux pays où les Spiritains sont présents. L'idée est de créer des bureaux qui deviendront plus autonomes, indépendants et responsables. Avec formation et suivi il est prévu que les BLD pourront ainsi mieux interagir au sein de leurs communautés car qui mieux que les personnes sur le terrain peuvent comprendre les réalités et les besoins de la population? Mon enthousiasme déborde bien que je réalise l'immense envergure du projet. Toutefois, j'ai confiance que malgré les difficultés le projet pourra être mené a bon port dans les mois et les années qui suivent. Je tiens à remercier de leur soutien au BCD et aux BLD ceux et celles qui liront cette infolettre.



Que veut dire, aujourd'hui et dans un avenir proche, le développement intégral, c'est -à-dire le développement de tout homme et de tout l'homme? (...) Il s'agit d'intégrer dans le développement tous ces éléments qui le rendent véritablement tel. Les différents systèmes: l'économie, la finance, le travail, la culture, la vie familiale, la religion sont, chacun de façon spécifique, une étape incontournable de cette croissance. Aucun d'eux ne peut être érigé en absolu et aucun d'eux ne peut être exclu d'une conception de développement humain intégral, c'est-à-dire qui tienne compte du fait que la vie humaine est comme un orchestre qui joue bien si les différents instruments s'accordent entre eux et suivent une partition commune à tous.

Il s'agit encore d'intégrer la dimension individuelle et la dimension communautaire. Le moi et la communauté ne sont pas en concurrence, mais le moi ne peut mûrir qu'en présence de relations interpersonnelles authentiques et la communauté devient génératrice quand toutes et chacune de ses composantes le sont. Il s'agit enfin d'intégrer entre eux le corps et l'âme. Déjà Paul VI écrivait que le développement ne se réduit pas à une simple croissance économique; le développement ne consiste pas à avoir à disposition toujours plus de biens, en vue d'un bien-être uniquement matériel. Intégrer corps et âme signifie également qu'aucune œuvre de développement ne pourra atteindre véritablement son objectif si elle ne respecte pas le lieu où Dieu nous est présent et parle à notre cœur.

Extrait du discours du Pape François aux participants au congrès organisé par le dicastère pour le développement humain intégral à l'occasion du 50° anniversaire de l'encyclique « populorum progressio » Mardi 4 avril 2017



BUREAU CENTRAL DE DEVELOPPEMENT Congrégation du Saint-Esprit Clivo di Cinna, 195 00136 Roma

> Tél. +39 06 35 404 648 Cell. +39 351 210 2428

E-mail: development-office@cssproma.com

Ont collaboré à cette lettre :

Comité de rédaction:

Marielle Lacroix et Philippe Engel

Traduction et correction:

P. Tony Neves, P. James Flynn et P. John McFadden

Coordinateur:

Philippe Engel

Coordonnées bancaires :

Pax Bank – Köln

Procura Generale dell'Istituto dello Spirito Santo

IBAN: DE 2537 0601 9300 5720 6004

BIC: GENODED1PAX

www.spiritan-international.org